

**ENJEUX SÉCURITÉ** Malgré les violences à Marseille...

Par XAVIER RAUFER  
criminologue

## Campagne : et la sécurité ?

**D**ans ce qui aura constitué le sommet de la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy et François Hollande se sont affrontés dans un âpre duel télévisé. Ordre du jour supposé : l'avenir de la France dans tous les domaines vitaux et, dans ce cadre, les grandes oppositions droite-gauche. Tous, vraiment ? Non, hélas, car jamais dans les 170 minutes du débat il ne fut question de sécurité.

S'est-il seulement agi d'un incroyable et mutuel oubli ? D'un implicite (ou explicite) souci d'occulter ce qui fâche et de balayer la poussière criminelle sous le tapis ? Une criante absence en tout cas – et d'autant plus malheureuse qu'en matière de sécurité, la France n'est pas en bon état.

Infiniment plus qu'un rabâchage convenu qui n'aura rien appris de nouveau aux Français sur les positions économiques respectives des deux finalistes de la présidentielle, deux sujets au moins auraient mérité une attention soutenue, en raison à la fois de leur gravité et de leur coût : l'explosion criminelle marseillaise et la tragique "politique de la Ville".

**M**arseille d'abord. Ces dernières décennies, l'exubérance criminelle, la dimension proprement politique du grand banditisme régional provoquaient une seule réaction des élus et officiels locaux : à chaque drame, ils bêlaient en cœur "Marseille n'est pas Chicago" puis, ce rituel de conjuration accompli, retournaient à leurs combines. Or aujourd'hui, Marseille, c'est Chicago en pire : les jours pairs, des bandits s'entre-tuent à l'aide d'un inépuisable arsenal d'armes de guerre et les jours impairs, on exhume des cadavres calcinés des futaies alentour.

Au fait, à quand remonte le début de la tuerie ? Une amusante coïncidence se constate avec la tenue, au printemps 2010, d'un "atelier professionnel" voulu et financé par la Mairie de M. Gaudin (dite "de droite"), sur le thème "Trafic de drogue et intervention sociale dans les quartiers populaires". Cet incroyable hymne à la culture de l'excuse produisit alors l'effet d'une hormone de croissance sur les "bandits des cités" marseillaises, présentés comme autant de victimes, dont les trafics et les exactions résultaient « de la débrouille et de la pauvreté » et constituaient (je cite toujours) « des formes d'accès aux ressources » (voir ma chronique du 11 mars 2010).

Ce que les calamiteux élus de la "droite" marseillaise ignoraient, c'est qu'en pareil cas, les "débrouillardards" se coalisent forcément en bandes pour "accéder aux ressources" sur "leur" territoire. Et qu'entre eux éclatent vite des guerres – on y est – d'autant plus meurtrières que la côte grouille d'armes libyennes, bradées par des milices tribales et des trafiquants africains.

Partant du désastre marseillais, des échanges auraient ainsi été les bienvenus entre candidats : que faire contre cette

prolifération des gangs ? Comment interdire les flux d'armes de guerre entre les deux rives de la Méditerranée ? Comment constituer un outil performant de renseignement criminel ? Mais rien.

Autre sujet majeur – et lié au précédent : celui de la "politique de la Ville", la pire catastrophe des trente dernières années, cogérée dans l'opacité par les partis de gouvernement. Désastre ? Et comment ! Rappelons que, dès l'origine, la très idéologique "politique de la Ville" avait pour objet exclusif de « mettre un frein à la poussée des ghettos, à la dérive insécuritaire et à la montée en puissance du Front national » (le Figaro du 23 mai 1990). On voit le résultat.



*Hollande et Sarkozy n'ont pas consacré une seconde de leur débat aux thèmes de la criminalité et de l'insécurité.*

**D**es milliards ont depuis lors été engloutis dans l'avenir : « Les pouvoirs publics n'ont pas ménagé leurs efforts. Des centaines de millions d'euros investis dans la rénovation urbaine pour... reconstruire des quartiers entiers » (le Monde du 4 novembre 2011). Pour 2004-2013, le "plan Borloo" aura ainsi coûté 42 milliards d'euros – ou même 45, selon les sources. Cependant, toujours plus de communautarisme, de drames et de kalachnikovs – car le syndrome marseillais tend à contaminer la périphérie d'autres métropoles. Et tous le savent, le Monde du 17 mars dernier qualifiant même cruellement la rénovation urbaine de « ghetto, mais en plus propre ». Donc, silence sur les gangs et la "politique de la Ville" : sur les banlieues, « les candidats à la présidentielle sont en panne d'idées », lisait-on dans les Échos, en mars.

Une panne de mauvais augure, car dans cet oubli du réel et dans l'occultation systématique de ce qui fâche, un précédent existe : le face-à-face George Bush-Al Gore organisé lors de campagne présidentielle américaine de 2000. Un face-à-face qui démontre une fois de plus que, dans la société de l'information, le plus dangereux, c'est ce qu'on n'a pas pu ou pas voulu voir.

Lors de ce face-à-face, composé de trois débats d'une heure chacun, l'ensemble des sujets vitaux pour l'avenir des États-Unis devait en effet être abordé. De la fiscalité à l'agriculture en passant par l'éducation, ils le furent tous, effectivement. Tous, sauf un, radicalement oublié : le terrorisme.

Moins d'un an plus tard, le 11 septembre 2001, la foudre tombait sur New York.